

Les animateurs des pays ruraux demandent du soutien



Une délégation de l'UBAPAR (Union bretonne pour l'animation des pays ruraux) rencontrait, lundi 19 octobre, le député Paul Molac. « **Nous voulons signaler aujourd'hui les victimes collatérales et insoupçonnées** » de la Covid et de ses restrictions, expliquaient les délégués de l'UBAPAR, son président Michel Ruaud en tête. En ligne de mire, les annulations de voyages et sorties scolaires. « **Les enfants vont à l'école. Mais l'Education nationale est tellement frileuse qu'elle déconseille de venir dans les structures** » d'accueil et d'éducation en milieu rural, dont font partie les structures affiliées à l'UBAPAR. Ce, alors que « **ces associations sont compétentes** », était-il expliqué, notamment en termes de respect, à l'instar des établissements scolaires, des gestes barrières et sanitaires. Face à la Covid, « **aujourd'hui, la situation est difficile. Tout a été annulé en 2020** ». A titre

d'exemple, depuis le mois de mars, les Landes de Monteneuf n'ont connu que trois semaines d'activités... L'inquiétude est prolongée avec l'automne, période traditionnellement consacrée à la préparation des sorties de printemps : les professionnels et associations ne voient rien venir...

L'UBAPAR regroupe 34 structures adhérentes, dont le Centre Les Landes à Monteneuf et le CPIE Forêt de Brocéliande à Concoret. Territorialement, le déficit estimé du fait de la perte d'activités serait de 824 000 € cumulés...

Interpellé sur la question, Paul Molac explique qu'un courrier de soutien « **va être adressé au Premier ministre, avec copies à Bruno Le Maire (Economie) et Jean-Michel Blanquer (Education)** ». Un courrier que le député de la 4e circonscription du Morbihan devrait faire cosigner par d'autres députés. **E.V.**

Les Infos

21/10/2020